



Déclaration préliminaire de Boycott au CSA FS Auvergne du mercredi 28 mai 2025 La maison PJJ brûle et la direction territoriale reste dans son «monde» !

Ce nouveau CSA FS se tient dans un contexte particulier, puisque qu'une majorité centre extrême, droite extrême et extrême droite viennent de mettre à bas les principes fondamentaux de la justice des enfants en votant une loi anticonstitutionnelle et en bafouant la signature de la France de la CCIDE.

Après un tel passage à l'acte du parlement comment continuer à travailler au quotidien dans nos services éducatifs, comme si de rien n'était ?

A cela s'ajoute, un budget d'austérité qui ne dit pas son nom et des mesures de contrôle managérial mettant l'accent sur l'activité et non sur le sens et le contenu du travail !

Alors que la plupart des services du territoire connaissent des difficultés RH et matérielles, une nouvelle fois la direction convoque rituellement une nouvelle réunion du CSA FS sans aborder les vrais sujets qui sont :

- l'état déplorable des UEMO de Cusset et de Montluçon,
- l'état inquiétant au niveau RH et matériel de l'UEHC de Clermont-Ferrand,
- l'état déplorable de l'UEMO de Thiers qui n'a pas les effectifs nécessaires pour assurer la PEAT et se retrouve régulièrement à dépasser les horaires lors des déferlements,
- les UEMO de Riom et d'Issoire qui sont en sous-effectif face à une hausse d'activité fluctuante,
- l'état de l'UEAJ qui n'a toujours pas d'atelier en propre et qui se voit solliciter de plus en plus à la politique du chiffre,
- l'état de l'ensemble des services qui voit au quotidien leurs missions éducatives dévoyées au profit des politiques de populisme pénal.

La question est de savoir à quoi peut servir le CSA FS Auvergne. A ce jour pas à grand-chose, car au vu de la situation des services ; il semble que le quotidien des collègues n'a guère changé et que cette instance devant veiller aux conditions d'hygiène et de sécurité ne semble pas avoir d'influence.

Nous le redisons une nouvelle fois, tant que ces instances ne seront pas à nouveau revitalisées et respectées par l'administration territoriale, nous continuerons à être auprès de nos collègues et à porter avec eux leurs revendications par tous les moyens nécessaires.

Nous ne siégerons pas ce jour.